

«Irak : le compte à rebours est commencé»

Claude Gauvreau

«**A** moins que ne survienne un coup d'État, une guerre contre l'Irak est à peu près inévitable», affirme Albert Legault, titulaire de la Chaire du Canada en relations internationales. «Personnellement, je suis contre une intervention militaire. Je ne crois pas que l'Irak représente une menace immédiate. Personne ne peut être condamné pour un crime, tant et aussi longtemps que sa culpabilité n'a pas été établie clairement. Une telle guerre, en plus d'être extrêmement coûteuse en termes de vies humaines, aura des effets incroyablement déstabilisants, à long terme, sur l'équilibre de l'ordre mondial. Ce conflit ne peut se conclure que par un fiasco ou par le couronnement d'un nouvel empire, ou par les deux à la fois.»

Selon M. Legault, même si les pressions sont de plus en plus fortes, celles des Russes notamment, pour que Saddam Hussein quitte le pays, «la machine de guerre est en route et le compte à rebours est commencé.»

Pensez-y deux fois

Pour le spécialiste des relations internationales, il n'est pas du tout exclu que les États-Unis obtiennent l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, au moyen d'une deuxième résolution, pour recourir à la force. «Les Russes, qui étaient contre une intervention militaire, ont dit qu'ils

n'utiliseraient probablement pas leur droit de veto.»

Dans le dossier irakien, le monde se retrouve face à une situation tout à fait nouvelle, soutient M. Legault. «Depuis le 11 septembre 2001, tout a basculé. Rappelons-nous de la première réaction du Secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, lorsque les deux Tours se sont effondrées. Il a déclaré : "pensez-y deux fois. Et si ces gens avaient possédé des armes de destruction massive?" Les Américains ont alors établi le lien entre al-Qaïda, la lutte contre le terrorisme international, et la possession, ou la tentative d'acquisition, par l'Irak d'armes de destruction massive de type chimique ou bactériologique. C'est une véritable obsession.»

Par ailleurs, si on peut, avec raison, accuser les États-Unis d'avoir affamé l'Irak par des sanctions et des embargos, on ne peut oublier que ce dernier, depuis dix ans, s'est privé de revenus pétroliers par son refus de désarmer, ajoute M. Legault. «C'est un État qui non seulement n'a jamais respecté ses engagements, mais a été fourbe en déchirant par derrière les traités qu'il avait signés. Une telle situation ne peut durer éternellement.»

Selon le professeur, une deuxième résolution du Conseil de sécurité autorisant une intervention militaire ferait l'affaire de tout le monde. Mais continuera de se poser le problème de la crédibilité du Conseil. «Sa composition reflète la division du monde de

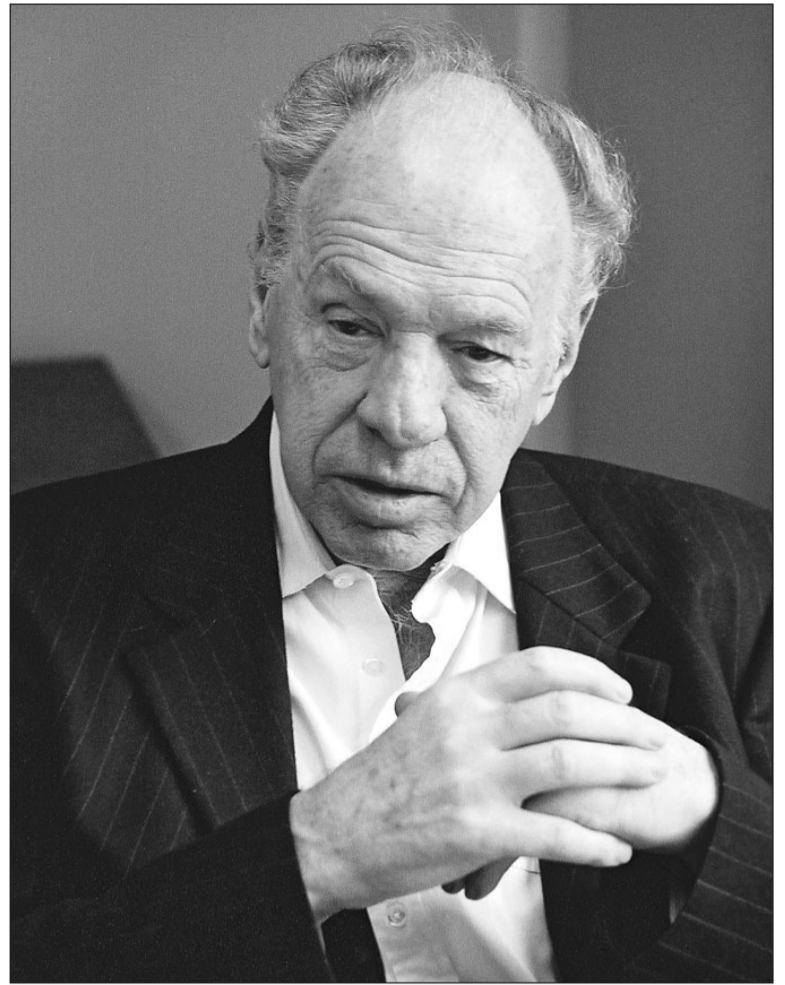


Photo : Michel Giroux

Albert Legault, titulaire de la Chaire du Canada en relations internationales.

Yalta. Ses membres permanents détenant un droit de veto sont les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale : États-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie, Chine. Demandons aux pays en développement ce qu'ils pensent de la représentativité du Conseil. Ils répondront que l'Inde, le Brésil, l'Égypte, le Mexique, pour ne nommer qu'eux, sont absents.»

L'ambiguïté canadienne

Nombreux sont les observateurs qui ont souligné les louvoiements du gouvernement canadien dans le dossier irakien. Aux yeux d'Albert Legault, la politique canadienne se caractérise à la fois par la confusion et la naïveté. «L'attitude officielle consistait à dire : nous avons toujours participé à des opérations de l'ONU, nous sommes des multilatéralistes, et seul le Conseil de sécurité des Nations Unies possède la légitimité voulue. Le Cabinet du premier ministre Chrétien est sûrement divisé. Le ministre canadien de la Défense, M. McCallum, lors d'une visite récente à Washington, a confié à Donald Rumsfeld que le Canada pourrait s'engager dans une guerre, avec ou sans le feu vert du Conseil de sécurité. Une déclaration qui n'a pas dû plaire à M. Chrétien. Enfin, on oublie que les Américains ont déjà court-circuité le Conseil, notamment dans le cas du Kosovo.»

Pour l'instant, le Canada pratique la politique de l'autruche, estime M. Legault. «C'est typique de M. Chrétien de réserver sa position jusqu'au dernier moment. Le véritable problème pour le Canada n'est pas de savoir s'il doit ou

non agir avec le Conseil de sécurité, mais de savoir comment réagir si les Américains interviennent militairement. Je serais très étonné que le Canada ne s'engage pas aux côtés des États-Unis. Son implication pourrait être semblable à celle qu'il a développée en Afghanistan. Pour les Américains, il est très important de pouvoir compter sur l'appui des pays membres de l'OTAN, comme l'Espagne, l'Italie, les pays de l'Est et le Canada.»

Le Canada est très présent sur la scène internationale à travers sa participation à de nombreuses organisations : OTAN, Organisation des États américains (OEA), Francophonie, souligne M. Legault. «Mais son drame, contrairement aux pays européens ou au Japon, est qu'il n'a pas d'allié régional avec qui se lier ou sur qui s'appuyer face à son puissant voisin.»

Pouvons-nous nous payer le luxe de laisser des régimes se procurer des armes de destruction massive?, s'interroge Albert Legault. Que fera-t-on par la suite si l'Irak est désarmé? Quel sera le prochain pays sur la liste noire? «Le monde est confronté à une problématique nouvelle: la tentation démocratique autoritaire, imposée du haut et par la force. L'abcès irakien constitue-t-il à ce point une menace qu'il vaille mieux agir maintenant que plus tard? Si l'irréparable doit se produire, il faudra réfléchir rapidement sur la façon de gérer une planète qui deviendra de plus en plus ingouvernable. Ou alors, s'interroger sur la signification d'un empire nouveau en voie de couronnement...» ●

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont bombardé 21 pays (le plus souvent sans déclaration de guerre)

La Chine	1945-1946, 1950-1953
La Corée	1950-1953
Le Guatemala	1954, 1960, 1967-1969
L'Indonésie	1958
Cuba	1959-1961
Le Vietnam	1961-1973
Le Laos	1964-1973
Le Congo	1964
Le Pérou	1965
Le Cambodge	1969-1970
Le Salvador	les années 80
Le Nicaragua	les années 80
Le Liban	1983-1984
La Grenade	1983
La Libye	1986
Panama	1989
L'Irak	1991-20..
La Bosnie	1995
Le Soudan	1998
L'ex-Yougoslavie	1999
L'Afghanistan	1998, 2001-2002

Source : New Internationalist Magazine

[Fondé en 1970 en Angleterre avec l'aide d'Oxfam et de Christian Aid, la revue est devenue indépendante en 1979 avec plus de 75 000 abonnés à travers le monde et plusieurs bureaux à l'étranger, notamment à Toronto. Géré par une coopérative de rédacteurs, le magazine accepte des contrats de rédaction pour des agences des Nations-Unies et des organismes non gouvernementaux.]